

Les derniers martyrs

Éditeure
Svetlana Shemet
Traduction et annotation
André Cabaret
Illustration
Anton Khodakovski

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et
Bibliothèque et Archives Canada

Bryusov, Valery Yakovlevich, 1873-1924
Les derniers martyrs
Traduction de: Poslednie mutcheniki.
L'ouvrage complet comprend 2 v.
ISBN 978-2-923615-10-3 (v.2)
I. Cabaret, André, 1948- . II. Titre.

PG3453.B7P6714 2009

891.73'3

C2008-941978-2

Copyright© 2009 Les éditions KÉRUSS

95, rue Saint-Sylvestre, Longueuil (Québec) J4H 2W1

Téléphone : (450) 679-1955

Télécopieur : (450) 679-6339

Courriel : info@keruss.com

Page web : www.keruss.com

Tous droits réservés. On ne peut reproduire, enregistrer ni diffuser aucune partie du présent ouvrage
sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, sans avoir une autorisation écrite de l'éditeur.

Dépôt légal quatrième trimestre 2009

BNQ

BNC

1234567890-MTI -8765432109

Société
de développement
des entreprises
culturelles

Québec 

Gouvernement du Québec - Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres - Gestion
SODEC.

*Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du programme
d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.*

Imprimé au Canada

Valeri Briousov

Les derniers martyrs

Traduit du russe et présenté par André Cabaret

Les éditions **KÉRUS**

2009

Du meme auteur, aux éditions Kéruss :

Pensées intimes, 2008.

Sommaire

<i>La République de la Croix du Sud</i>	7
<i>Les soeurs</i>	29
<i>Dans la geôle</i>	48
<i>Les derniers martyrs</i>	62
<i>Maintenant que je suis éveillé</i>	79
<i>Dans le miroir</i>	89
<i>La petite tête de marbre</i>	101
<i>La défense</i>	107
<i>Premier amour</i>	115
<i>Bemol</i>	122
<i>Dans la tour</i>	129
<i>Sous le vieux pont</i>	135
<i>Chevauchée nocturne</i>	153
<i>Rhêa Silvia</i>	155
<i>Eluli, fils d'Eluli</i>	186
<i>Les récits de Macha</i>	196
<i>Valeri Brioussov. Biographie</i>	203
<i>Notes sur les « Les derniers martyrs »</i>	220

La République de la Croix du Sud

Article du numéro spécial du journal : *Le Messager du soir de l'Europe du Nord*

Récemment a paru toute une série de comptes rendus sur la catastrophe qui a affecté la République de la Croix du Sud. Les descriptions diffèrent sensiblement les unes des autres et relatent des événements tout aussi fantastiques qu'in vraisemblables. Selon toute apparence, les auteurs de ces articles se sont fiés aveuglément aux propos des habitants de la ville des Étoiles qui avaient pu être sauvés et qui, comme on le sait, étaient tous atteints de *troubles psychiques*. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de regrouper ici tous les renseignements dignes de foi que nous possédons sur la tragédie qui s'est déroulée au pôle Sud.

La République de la Croix du Sud est née il y a quarante ans, fondée par les trusts des aciéries établis dans les territoires polaires. Dans une circulaire envoyée aux gouvernements du monde entier, le nouveau pouvoir a exprimé sa volonté d'annexer toutes les terres, continentales ou insulaires, à l'intérieur du cercle polaire, ainsi que toutes les parties de ces mêmes terres dépassant ledit cercle. Le nouveau pouvoir était prêt à racheter toutes ces terres aux gouvernements qui les avaient sous leur protectorat. Les désirs de la nouvelle république ne rencontrèrent aucune opposition de la part des quinze grandes puissances du monde. Les questions litigieuses portant sur quelques îles isolées situées en deçà du cercle polaire, mais faisant partie intégrante des territoires susnommés, firent l'objet de négociations séparées. À l'issue de diverses formalités, la République de la Croix du Sud fut acceptée au sein de la famille des États mondiaux, et ses représentants, accrédités auprès de leurs gouvernements. La capitale de la nouvelle République reçut le nom de « Ville des Étoiles » ; elle se trouvait au pôle même. À l'endroit virtuel où passe l'axe terrestre et où se croisent les méridiens fut édifiée la

mairie dont la flèche, surmontant les toits de la cité, était dirigée vers le nadir. Les rues partaient en faisceau de la mairie selon les méridiens ; et ces méridiennes formaient des intersections avec les parallèles. La hauteur et l'aspect de tous les immeubles étaient identiques. Il n'y avait pas de fenêtres, car tous les édifices étaient éclairés et chauffés à l'électricité, ainsi que les rues. À cause du climat, la ville avait été protégée par un dôme imperméable à la lumière, avec un système de ventilation qui assurait une bonne qualité de l'air. Ces contrées ne connaissant qu'un jour et une nuit de six mois par an, les rues de la ville étaient inondées d'une lumière artificielle et constante. De la même façon, la température était maintenue d'un bout de l'année à l'autre à un niveau invariable. Au dernier recensement, la ville des Étoiles comptait deux millions cinq cent mille habitants. Le reste de la population, s'élevant à cinquante millions de personnes, se partageait entre les ports et se regroupait autour des usines. Tous ces points de peuplement ressemblaient par leur agencement à la ville des Étoiles. Grâce à l'énergie de l'électricité, l'entrée des ports restait accessible tout au long de l'année. Des voies ferrées suspendues reliaient les points de peuplement de la république, permettant le passage quotidien de dizaines de milliers de personnes et de milliers de tonnes de marchandises. Pour ce qui est de l'intérieur du pays, il demeurait inhabité. Par les fenêtres des wagons, on voyait défiler des kilomètres de désert glacé, blanc l'hiver et couvert de lichen pendant les trois courts mois d'été. Les animaux sauvages avaient été exterminés depuis longtemps, et l'homme ne pouvait y subsister. La vie portuaire et celle des centres industriels, très animée, paraissait d'autant plus extraordinaire. Pour en donner une idée, il suffit de dire qu'au cours de ces dernières années, près de 70 % du métal extrait sur terre était traité dans les usines de la république.

La constitution de la république, à en juger aux signes extérieurs, semblait incarner une absolue souveraineté populaire.

Les seuls citoyens jouissant de droits pleins et entiers étaient les ouvriers métallurgistes, qui constituaient 60 % de la population. Les usines étaient la propriété de l'État. La vie des travailleurs était organisée avec tout le confort possible et même un certain luxe. Ils avaient à leur disposition, outre des logements magnifiques et une restauration hors pair, divers établissements de loisirs et de culture : bibliothèques, musées, théâtres, salles de concert et de sport, etc. Le nombre d'heures de travail par jour était infime. L'éducation des enfants, les soins médicaux et l'aide juridique, l'exercice des différents cultes religieux, tout cela était à la charge de l'État. Largement pourvus pour qui est de leurs besoins quotidiens, de leurs désirs, et même de leurs lubies, les travailleurs des usines étatisées ne recevaient pas de salaire en argent ; les familles des citoyens ayant travaillé durant vingt ans, ou morts, ou rendus invalides dans un accident de travail, percevaient une pension à vie à la seule condition de ne pas quitter le territoire de la république. C'est parmi ces ouvriers qu'on élisait les membres de la Chambre législative de la république, laquelle régissait tous les aspects politiques de la vie, sans possibilité d'en modifier les statuts fondamentaux.

Cependant, cette apparence de démocratie dissimulait la tyrannie absolutiste des membres fondateurs issus de l'ancien trust. En cédant à des tiers leurs places de députés à la Chambre, ils faisaient accéder systématiquement leurs candidats aux postes de direction des usines. C'est dans les mains du Conseil des directeurs que se concentrait la vie économique du pays. Le Conseil passait toutes les commandes et les répartissait selon les usines ; il acquérait les matériaux et les machines indispensables ; il maîtrisait tout le fonctionnement des usines. Entre les mains des directeurs passaient d'énormes sommes d'argent qui se comptaient en milliards. La Chambre se contentait d'entériner les bordereaux de dépenses et de recettes concernant la gestion des usines, bien que la balance de ces bordereaux dépassât de loin le

budget global de la république. L'influence du Conseil des directeurs était immense dans le domaine des relations extérieures. Ses décisions pouvaient ruiner des pays entiers. Les prix qu'il imposait, déterminaient les gains de millions de travailleurs du monde entier. Dans le même temps, et quoique indirecte, l'influence du Conseil sur les affaires intérieures de la république était toujours décisive. La Chambre n'était qu'un fidèle exécuteur des volontés du Conseil.

Conserver le pouvoir, le Conseil ne le pouvait qu'à la condition de régenter impitoyablement toute la vie du pays. Sous un semblant de liberté, l'existence des citoyens était réglementée jusque dans les moindres détails. Les édifices de toutes les villes étaient bâtis sur un modèle unique déterminé par des lois précises. La décoration de tous les établissements mis à la disposition des travailleurs, et ce malgré leur opulence, était rigidement uniforme. Tout le monde recevait la même nourriture aux mêmes heures. L'habillement, qui provenait de magasins gouvernementaux, était immuablement, des décennies durant, de la même coupe. Après une certaine heure, annoncée par un signal de l'Hôtel de ville, il était interdit de sortir des maisons. Toute la presse était soumise à une censure vigilante ; aucun article visant la dictature du Conseil n'aurait pu passer. Au demeurant, tout le pays était à ce point convaincu de la bienveillance de cette dictature que les ouvriers typographes refusaient d'eux-mêmes de composer quelque texte critique que ce fût. Les usines regorgeaient d'agents du Conseil ; à la moindre manifestation de mécontentement, ces agents se hâtaient, lors de réunions rapidement organisées, de reconvaincre par d'ardents discours ceux que le doute avait saisi. La preuve la plus désarmante étant bien sûr que la vie des travailleurs dans la république faisait l'envie du monde entier. On affirme qu'en cas d'agitation incessante d'individus isolés le Conseil ne dédaignait pas de recourir au meurtre politique. Depuis le début de l'existence de la république, le vote des citoyens n'avait choisi

pour le Conseil aucun directeur qui fût hostile aux membres fondateurs.

La population de la ville des Étoiles était constituée en majorité de travailleurs ayant accompli leur temps de service ; qui étaient pour ainsi dire des rentiers d'État. Les ressources qu'ils recevaient de l'État leur permettaient de vivre à l'aise ; rien d'étonnant si la ville des Étoiles passait de ce fait pour une des villes les plus gaies du monde. Pour divers affairistes et entrepreneurs, elle était une véritable mine d'or. Les célébrités du monde entier y apportaient leurs talents. On y trouvait les meilleurs opéras, les meilleurs concerts, les meilleures expositions de peinture ; on y lisait les journaux les mieux informés. Les magasins stupéfiaient par la munificence de leur choix ; les restaurants, par le luxe et le raffinement du service ; les tripots séduisaient par toutes les formes de débauche qu'avaient inventées l'ancien et le nouveau monde. Néanmoins la réglementation gouvernementale s'appliquait aussi à la ville des Étoiles. Il est vrai que la décoration des appartements et les modes vestimentaires ne connaissaient pas de restriction ; mais l'interdiction de sortir après une certaine heure restait en vigueur, la sévère censure de la presse était maintenue, et le Conseil y entretenait une forte armée d'espions. Officiellement, le maintien de l'ordre était du ressort de la milice populaire, mais il existait, en parallèle, une police secrète qui n'obéissait qu'à l'omniscient Conseil. Telles étaient, dans leurs grandes lignes, les structures de la vie dans la république de la Croix du Sud et dans sa capitale. Le problème de l'historien futur sera d'établir dans quelle mesure ces structures auront eu une influence sur l'apparition et la propagation de la fatidique épidémie qui conduisit à sa perte la ville des Étoiles et, sans doute, tout le jeune État. Les premiers cas du mal de « contradiction » furent signalés dans la république près de vingt ans auparavant. La maladie revêtait alors un caractère d'affections isolées, sporadiques. Pourtant les psychiatres et les

neuropathologistes s'y intéressèrent déjà et en donnèrent une description détaillée ; au Congrès médical international, qui se tint à Lhassa, plusieurs exposés lui furent consacrés. Ensuite on l'oublia quelque peu, quoique dans les hôpitaux psychiatriques de la ville des Étoiles on ne manquât jamais de patients atteints de cette maladie. La dénomination de la maladie vint du fait que les gens qui en étaient atteints se contredisaient constamment ; désirant une chose, ils faisaient ou disaient le contraire. Le nom scientifique est : *mania contradicens*⁽¹⁾. Elle débute généralement par des symptômes faiblement exprimés, surtout sous une forme originale d'aphasie. Le malade, au lieu de dire « oui » dit « non » ; souhaitant prononcer des mots gentils, il abreuve son interlocuteur d'injures. Pour la plupart, les malades commencent aussi à se contredire dans leurs actes ; sur le point d'aller à gauche, ils bifurquent à droite ; voulant relever leur chapeau afin de mieux y voir, ils se l'abaissent sur les sourcils. Le mal, en se développant, emplit la vie physique et mentale des gens et présente, cela va de soi, une infinité de cas, selon les particularités de chacun. D'une manière générale, les propos des malades deviennent incompréhensibles ; et leur conduite, absurde. Prenant conscience de leur irraisonnable comportement, les malades tombent dans une extrême agitation qui va parfois jusqu'à la rage. Beaucoup mettent fin à leurs jours, soit dans une crise de folie, soit, au contraire, dans un moment d'éclaircie morale. Certains périssent d'hémorragie cérébrale. La maladie amène pratiquement toujours à une issue fatale ; les cas de guérison sont rarissimes. *Mania contradicens*, prit son caractère épidémique,

⁽¹⁾ Il est probable que Briousov ait puisé l'idée de ce récit dans une des *Histoires extraordinaires* d'Edgar Poe traduite par Baudelaire sous le titre : « Le démon de la perversité ». Que Poe définit ainsi : « Il ne peut pas y avoir de raison plus déraisonnable ; mais, en fait, il n'y en pas de plus forte. ».

dans la ville des Étoiles, vers le milieu de l'année en cours. Jusqu'alors, le nombre des gens atteints n'excédait pas 2 % du nombre global des malades. Mais ce rapport grimpa jusqu'à 25 % pendant le mois de mai (mois d'automne dans l'hémisphère austral) et ne fit qu'augmenter le mois suivant, tandis que le nombre absolu des malades montait en flèche. À la mi-juin, 2 % de toute la population, c'est-à-dire 50 000 personnes environ, s'avouaient officiellement atteintes de « contradiction ». Nous ne possédons pas de statistiques pour la période qui a suivi. Les hôpitaux furent surchargés. Le contingent de médecins s'avéra très vite insuffisant. De plus, le personnel hospitalier et les médecins furent eux-mêmes victimes de l'épidémie. Bientôt les malades n'eurent plus personne à qui s'adresser pour obtenir une aide médicale, et l'enregistrement exact des cas devint impossible. D'ailleurs les témoins oculaires s'accordent pour dire qu'en juillet il était impossible de trouver une famille qui n'eût pas son malade. Concurrément, le nombre des gens sains diminuait inexorablement partiellement à cause de la massive (vague d'émigration qui faisait fuir les citoyens hors de la ville comme d'un lieu pestiféré. On peut penser qu'ils ne sont pas loin de la vérité ceux qui affirment qu'au mois d'août tous ceux qui restaient dans la ville des Étoiles étaient atteints de désarroi psychique. On peut suivre les premières manifestations de l'épidémie dans les journaux locaux qui en parlaient dans une rubrique sans cesse croissante intitulée : *Mania contradicens*. Étant donné que le diagnostic de la maladie à son premier stade était très malaisé, la chronique des premiers jours est pleine d'épisodes cocasses. Un receveur du métropolitain, atteint du mal, donnait de l'argent aux passagers au lieu d'en encaisser. Un milicien chargé de la circulation la perturbait à longueur de journée. Un visiteur dans un musée allait de salle en salle en retournant les tableaux contre le mur. Un journal, revu par un correcteur malade, parut truffé d'amusantes inepties. Au cours

d'un concert, un violoniste massacra à coups d'atroces dissonances le morceau joué par l'orchestre. Et ainsi de suite. La longue série d'incidents de ce genre donnait, aux feuilletonistes, matière à de spirituelles saillies. Mais quelques événements d'une tout autre portée stoppèrent le flot des plaisanteries. Voici le premier : un médecin prescrivit à une jeune fille un remède mortel et la patiente décéda. Pendant trois jours, au bas mot, les journaux ne parlèrent que de cela. Ensuite, deux nourrices d'un jardin d'enfants urbain égorgèrent quarante et un bambins. L'annonce de la chose bouleversa toute la société. Mais, le même jour, dans la soirée, deux malades dérobèrent dans un immeuble où logeait des miliciens une mitrailleuse et arrosèrent de balles la foule des paisibles promeneurs. Il y eut jusqu'à cinq cents morts et blessés.

Après cela, les journaux et la société tout entière se mirent à réclamer à corps et à cri des mesures immédiates pour enrayer ce qu'on appelait déjà une épidémie. Lors d'une séance extraordinaire réunie du Conseil de la ville et de la Chambre législative, on décida d'inviter des médecins d'autres villes et d'autres pays ; d'agrandir les hôpitaux existants et d'en ouvrir de nouveaux ; d'installer partout des locaux d'isolement pour les malades atteints de « contradiction aiguë » ; d'imprimer et de diffuser à 500 000 exemplaires une brochure traitant des symptômes de la nouvelle maladie et des moyens de la soigner ; d'organiser dans les rues des permanences spéciales avec des médecins et leurs collaborateurs, avec des visites aux appartements privés afin d'apporter les premiers secours, etc. Il fut décidé pareillement qu'on enverrait tous les jours sur toutes les voies des trains réservés aux malades, car les médecins confessaient que le meilleur des remèdes semblait être un changement de lieu. Des mesures analogues furent prises par diverses associations privées, des sociétés et des clubs. On créa même une *Ligue pour la lutte contre la maladie*, dont les

membres se distinguèrent bientôt par une activité d'abnégation tout remarquable. Or, malgré l'inépuisable énergie avec laquelle on mit conjointement toutes ces mesures en pratique, la maladie, loin de s'affaiblir, se renforçait chaque jour, atteignant également les vieillards, les enfants, les hommes et les femmes, les gens qui travaillaient ou ceux qui jouissaient d'un repos, les vertueux comme les débauchés. Bientôt, toute la société fut saisie d'une terreur incoercible, surnaturelle, devant ce désastre inouï.

On commença à fuir la ville des Étoiles. D'abord, quelques personnes : surtout parmi les éminents notables, directeurs, membres de la Chambre ou du Conseil, qui expédièrent en hâte leur famille dans les villes du sud de l'Australie et de la Patagonie. Ensuite ce fut le tour des gens de passage : étrangers qui se rassemblaient volontiers dans la ville « la plus gaie de l'hémisphère Sud », artistes de toutes professions, hommes d'affaires de tout poil et femmes de mœurs légères. Ensuite, vu le progrès du mal, se ruèrent les marchands et les commerçants ; ils vendaient hâtivement leurs produits ou bien abandonnaient leurs magasins purement et simplement. Avec eux furent les banquiers, les propriétaires de théâtres et de restaurants, les éditeurs de journaux et de livres. Enfin vint le tour des gens natifs du lieu. D'après la loi, il était interdit aux ex-travailleurs de quitter la république sans autorisation expresse du gouvernement. Mais qui faisait attention à cette menace quand il y allait de sa vie ? Commencèrent aussi les désertions. Les employés municipaux fuyaient, ainsi que les membres de la milice, et les garde-malades des hôpitaux, et les pharmaciens, et les médecins. Le désir de fuir devint lui aussi une manie. Fuyaient tous ceux qui le pouvaient. Les stations de chemin de fer étaient assiégées par des foules énormes. Les billets de train se vendaient à des prix famineux et s'obtenaient de haute lutte. Pour une place dans les aérostats, qui ne pouvaient soulever guère plus d'une dizaine de personnes, on payait des fortunes. Au moment du départ des

trains, des nouveaux venus s'engouffraient dans les wagons et ne cédaient plus la place conquise. Les foules arrêtaient les convois réservés aux malades, qu'on extrayait des wagons ; on occupait les couchettes et on obligeait les machinistes à repartir. Dès la fin du mois de mai, le système des trains de fonctionna plus que sur les voies reliant la capitales aux ports. Les trains quittant la ville des Étoiles étaient bondés, des voyageurs occupaient tous les recoins, certains prenant le risque de se tenir à l'extérieur, bien que cela les menaçât d'asphyxie compte tenu de la vitesse des transports modernes. Les compagnies maritimes d'Australie, d'Amérique du Sud et d'Afrique du Sud s'enrichirent de façon disproportionnée en chargeant les émigrants. Deux compagnies d'aérostats s'enrichirent autant, ayant le temps d'effectuer une dizaine de voyages pour évacuer de la ville des Étoiles les derniers milliardaires retardataires... En direction de cette ville, par contre, les trains roulaient quasiment vides ; aucun salaire ne pouvait convaincre qui que ce fût de se rendre en service commandé à la capitale ; seuls se rendaient dans la ville pestiférée, et encore, au compte-gouttes, des touristes excentriques avides de sensations fortes. Du début de l'émigration jusqu'au 22 juin, date où la circulation correcte des trains cessa, on estime qu'un million et demi de personnes quittèrent la ville des Étoiles, soit près des deux tiers de la population. Par son esprit d'initiative, la force de sa volonté et son courage, le président du Conseil de la ville, Horace Deville, mérita en cette période une gloire éternelle. Lors de la session extraordinaire du 5 juin, le Conseil municipal, en accord avec la Chambre et le Conseil des directeurs, confia à Deville un pouvoir dictatorial sur la cité avec le titre de commandeur, lui remettant la pleine et entière disposition des finances urbaines, de la milice populaire et des entreprises de la ville. À la suite de cela, les archives et l'administration publiques furent évacuées jusqu'au port du Nord. Le nom d'Horace Deville doit être inscrit en lettres d'or parmi les plus grands noms de

l'humanité. Pendant un mois et demi, il lutta contre l'anarchie qui se développait dans la ville. Il réussit à rassembler autour de lui un groupe de collaborateurs également dévoués à la cause. Il sut, pendant longtemps, maintenir la discipline et l'obéissance dans les rangs de la milice et des employés municipaux saisis par la terreur devant le désastre général et, de surcroît, décimés par la maladie. Des centaines de milliers de gens doivent leur salut à Horace Deville, car c'est grâce à son énergie et à son sens de l'organisation qu'ils purent partir. À d'autres milliers de gens, il rendit plus faciles les derniers jours de leur vie en leur permettant de mourir à l'hôpital, entourés de soins attentifs au lieu de périr sous les coups d'une foule en folie. Enfin, Deville conserva pour l'humanité la chronique de toute la catastrophe, puisqu'on ne peut appeler autrement les télégrammes courts mais précis et circonstanciés qu'il expédiait plusieurs fois par jour de la ville des Étoiles à la résidence provisoire du gouvernement dans le port du Nord. Le premier souci de Deville, dès sa prise de fonction de commandeur, fut de tenter de calmer les esprits troublés de la population. Des manifestes furent publiés, qui indiquaient que la contagion atteignait plus facilement les personnes excitées ; et qui appelaient les gens sains et équilibrés à user de leur autorité pour influencer sur les gens faibles et nerveux. Deville entra en contact avec l'*Association pour la lutte contre la maladie* et distribua à ses membres toutes les fonctions officielles ainsi que le contrôle des théâtres, des réunions, des places et des rues. En ces jours, il ne s'écoulait pas une heure où l'on ne découvrit ici ou là un nouveau cas de maladie. On remarquait n'importe où, à n'importe quel moment, des personnes ou des groupes de personnes qui, par leur conduite, démontraient leur anormalité. Chez la plupart des malades ayant compris leur état, le désir immédiat d'appeler au secours apparaissait ; mais, sous l'influence d'un psychisme dérangé, ce désir s'exprimait chez eux par un acte malveillant à l'encontre de ceux qui se trouvaient à proximité. Ces malades

eussent voulu se rendre en hâte à la maison ou au dispensaire, au lieu de quoi, apeurés, ils se ruaient à la périphérie de la ville. La pensée leur venait d'implorer une aide quelconque, mais au lieu de cela ils saisissaient les passants occasionnels à la gorge, les étranglaient, les rouaient de coups, les blessant parfois avec un couteau ou un bâton... C'est pourquoi la foule se débandait, dès qu'il se trouvait parmi elle un individu atteint de « contradiction ». Accouraient alors à la rescousse les membres de l'*Association*. Les uns maîtrisaient le malade, le calmaient, le dirigeaient vers le plus proche dispensaire ; les autres essayaient de ramener la foule à la raison en expliquant qu'il n'y avait aucun danger, qu'il s'était seulement produit un malheur de plus – que chacun devait combattre avec les moyens à la mesure de ses forces. Dans les théâtres ou les réunions, les cas de brusque affection connaissaient souvent un dénouement tragique. À l'Opéra, quelques centaines de spectateurs massivement atteints se portèrent sur la scène et, au lieu d'ovationner les chanteurs, les rouèrent de coups. Dans le Grand Théâtre dramatique, un acteur qui devait terminer sur un suicide tourna son arme vers la salle et tira plusieurs fois ; l'arme, bien sûr, n'était pas chargée, mais, sous le coup de l'émotion, la maladie, qui couvait chez plusieurs personnes, se révéla brusquement. Dans l'émeute qui s'ensuivit, et où la véritable panique était renforcée par les actes déments des « contradicteurs », des spectateurs furent tués par dizaines. Le plus horrible se produisit au Théâtre des feux d'artifice. Un détachement de miliciens, chargé de la sécurité anti-incendie, mit, dans un accès de folie, le feu à la scène et aux voiles derrière lesquels se déployaient les effets de lumières. Dans la presse et dans le feu périrent au moins deux cents personnes. À la suite de cet accident, Horace Deville fit interdire toutes les représentations théâtrales et musicales.

Pour les habitants de la ville, les pillards et les voleurs représentaient un gros danger, car dans la désorganisation

générale ils trouvaient un vaste champ d'action. On assure que certains d'entre eux arrivaient de l'étranger. Quelques-uns simulaient la démence pour demeurer impunis ; certains ne jugeaient même pas utile de maquiller leurs pillages par la simulation. Des bandes de gangsters entraient hardiment dans les magasins abandonnés et emportaient les objets les plus précieux, forçaient les portes des appartements privés et réclamaient de l'or, arrêtaient les passants qu'ils délestaient de leurs bijoux, montres, bagues, bracelets... Au pillage s'ajoutèrent toutes sortes de voies de fait, et surtout le viol des femmes. Le commandeur dépêchait des détachements entiers de miliciens contre les criminels, mais ces derniers ne reculaient pas devant la lutte ouverte. Il y eut des cas terribles où se découvrirent, parmi les malfaiteurs comme parmi les gardiens de l'ordre, des hommes atteints de « contradiction », lesquels tournèrent leurs armes contre leurs propres camarades. Au début, le commandeur faisait évacuer hors de la ville les pillards arrêtés ; mais des citoyens les libéraient des wagons-prisons afin de prendre leur place. Alors le commandeur fut contraint de condamner les bandits et les violeurs à mort. C'est ainsi qu'après une trêve trois fois séculaire la peine de mort fut rétablie sur Terre... En juin se fit sentir dans la ville le manque d'objets de première nécessité. Manque de vivres, manque de médicaments. L'approvisionnement par chemin de fer commença à décroître ; dans la ville, toute production cessa. Deville réorganisa les boulangeries urbaines ainsi que la distribution du pain et de la viande aux citoyens. Des cantines furent organisées sur le modèle de celles qui existaient dans les usines. Mais il était quasiment impossible de trouver du personnel. Les volontaires s'exténuaient à la tâche, et leur nombre diminuait. Les crématoires brûlaient jour et nuit, mais le nombre des corps dans les morgues ne cessait d'augmenter. On se mit à ramasser des cadavres dans les rues et dans les maisons.